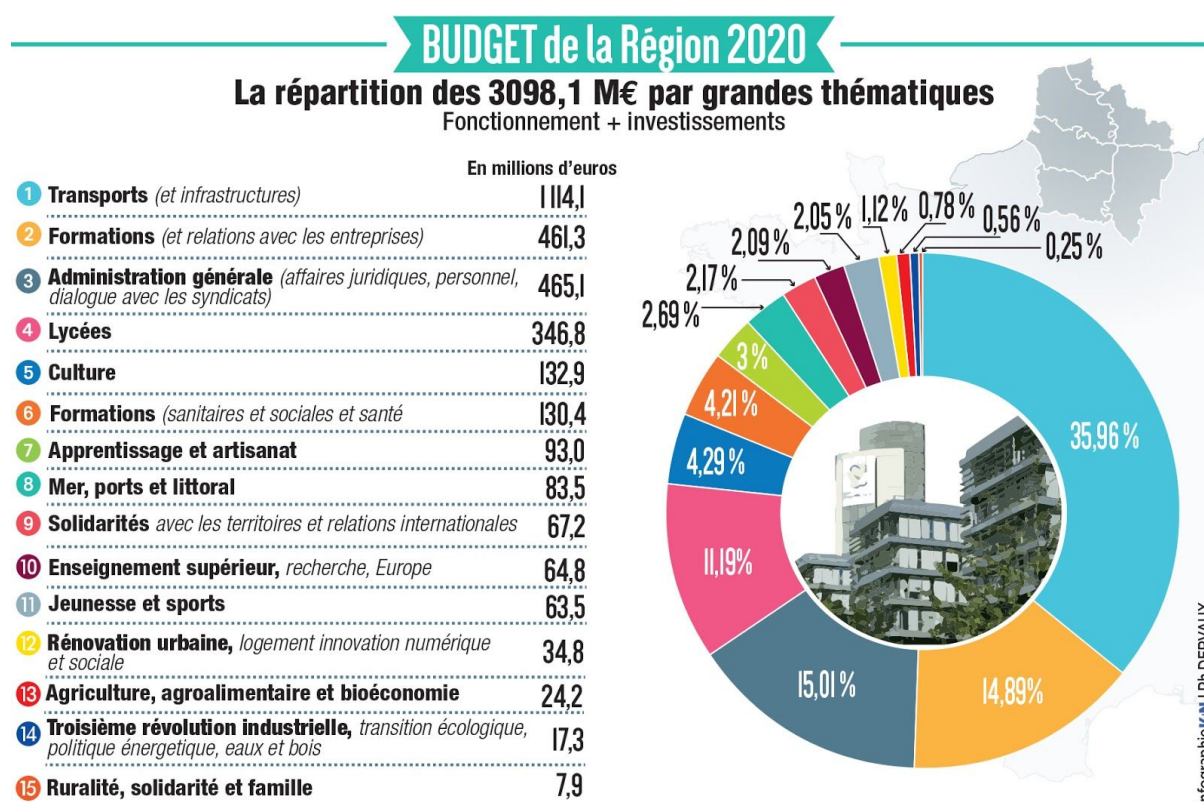


# La politique économique de la région : idées, priorités et questions

2020-11-06 : Lors de notre première discussion ouverte, nous avons discuté de plusieurs facettes de la politique économique de la région et de la manière dont elles pourraient être affectées par le Covid à l'avenir. Nous avons examiné les transports, l'agriculture et la rénovation des bâtiments et nous avons essayé de trouver des idées et des conditions pour d'éventuelles propositions politiques.



## Introduction de la politique économique dans les Hauts-de-France

Selon le budget dépensé et la planification définie dans le SRADDET<sup>1</sup>, la région se concentre principalement sur l'amélioration des infrastructures de transport, notamment le réseau fluvial. Le projet Canal Seine Nord et le développement de sites multimodaux le long de sa voie est une priorité majeure pour le gouvernement régional actuel.

## Sur les transports et les infrastructures

<sup>1</sup> [Arret SRADDET - Enquête publique pour le nouveau SRADDET](#)

Nous nous sommes demandé quel était le raisonnement qui sous-tendait cette focalisation. D'où viendra le volume de transport supplémentaire pour utiliser ces infrastructures additionnelles dans un cadre qui leur permette d'atteindre le seuil de rentabilité ? Pourquoi les transporteurs devraient-ils soudainement préférer Dunkerque ou Calais à Rotterdam, Anvers et Hambourg ? Quel est le prix d'un kilomètre de canal par rapport à un kilomètre de train à grande vitesse ? Nous avons discuté des raisons pour lesquelles le transport ferroviaire et le transit ferroviaire ne jouent aucun rôle. Des pays comme la Suisse chargent des camions sur des trains et les transportent à travers les Alpes. La région Hauts-de-France dispose d'un des réseaux ferroviaires les plus denses de France. Si l'objectif est de retirer les camions de la route, ce serait aussi une alternative.

### *Sur l'agriculture*

Dans les Hauts-de-France, le budget de l'agriculture est de 24 millions par an. Il semble qu'il s'agisse davantage de marketing et d'innovation plutôt que d'une véritable priorité de politique économique, bien qu'une grande partie de la région se concentre sur l'agriculture. Avec le récent accord européen sur une nouvelle PAC, qui ne réserve que 20% du budget à l'agriculture durable, la question est aussi de savoir si quelque chose va réellement changer vers plus de durabilité. Nous devons également tenir compte du fait qu'il faut quelques années pour obtenir une certification d'agriculture écologique, ce qui est long et risque de nous éloigner de l'agriculture classique et de nous faire perdre beaucoup de fonds européens. L'une des idées a été que le gouvernement régional commence à acheter des terres pour permettre à de jeunes agriculteurs de s'installer et de construire des exploitations agricoles ou pour garantir qu'une partie du terrain puisse se reconstituer en le laissant en jachère ou en plantant des forêts.

### *Sur la rénovation des bâtiments*

L'un des principaux points de critique du rapport Brown to Green du G20<sup>2</sup> pour la France était le mauvais état des bâtiments et le gaspillage d'énergie qui en résulte. De nombreux efforts sont en cours pour rénover les bâtiments - la question est de savoir si les fonds disponibles sont suffisants et s'il y a suffisamment de main-d'œuvre pour rénover les bâtiments. En prenant l'exemple de la MEL qui, dans son PCAET<sup>3</sup>, veut rénover 15 000 appartements par an alors qu'elle n'en rénove actuellement que 3 000, la question est de savoir si la politique économique et de l'emploi de la région devrait se concentrer sur la formation de plus de personnes pour trouver du travail dans ce domaine et si la région devrait également mettre de côté les moyens financiers pour rénover plus de bâtiments. Il faudra des années pour rénover l'ensemble des bâtiments, donc en matière de perspective d'emploi, c'est aussi une voie viable. La question est de savoir si, grâce au Covid, le gouvernement optera pour des mesures à

<sup>2</sup> [\(en\) Rapport "Brown to Green" 2019 - bilan de l'action climatique du G20](#)

<sup>3</sup> [Volt Lille - Avis PCAET de la MEL](#)

court terme pour lutter contre la hausse du chômage plutôt que d'investir pour former réellement les personnes à trouver du travail une fois qu'elles auront terminé un programme de formation pluriannuel. Le même problème se pose avec les infirmiers et infirmières des hôpitaux, qui sont actuellement manquant.es. Des lits et des postes de soins intensifs peuvent être fournis, la formation des infirmiers et infirmières nécessite plusieurs années. Une autre idée pour ces types de formation professionnelle serait d'inclure un savoir-faire sur l'installation d'énergies renouvelables (solaire, pompe à chaleur, éolienne) - tout cela aura de l'importance à l'avenir dans la région et au-delà. Nous avons discuté du fait qu'il faudrait veiller à ce que les rénovations soient entreprises par les personnes ayant reçu une formation, ce qui sera probablement difficile compte tenu de la concurrence des bas salaires des autres pays de l'UE. La question était également de savoir dans quelle mesure les couches administratives françaises (État, région, département, municipalité), chacune avec sa propre couleur politique, permettront à tout projet d'aller de l'avant.

En résumé, nous avons constaté que :

- il est essentiel que les investissements régionaux soient liés à des critères de durabilité stricts ("investissements verts"), sinon ils ne seront pas mis en œuvre
- nous devons tenir compte du Covid pour toutes les propositions et nous concentrer sur celles qui sont les plus touchées par la pandémie - petit commerce, gastronomie, culture